

Comment l'ESR français s'investit dans la marche pour les sciences

Paris - Publié le mercredi 19 avril 2017 à 11 h 50 - Actualité n° 91553

« Ce mouvement est inédit, et nos soutiens sont très divers. C'est la première fois que des organismes de recherche appellent à manifester, et que l'on retrouve dans un même mouvement des universités, des associations de défense de l'environnement, des journalistes scientifiques, des musées, des médiateurs scientifiques (...) Ce n'est pas un mouvement des scientifiques pour les laboratoires et les universités. Cela fait partie de notre message, mais nous voulons mobiliser plus largement les citoyens sur l'importance des sciences pour la démocratie, et que cela dépasse notre catégorie », déclare [Emmanuelle Perez Tisserant](#), coorganisatrice nationale de la marche pour les sciences du 22/04/2017 et maîtresse de conférences en histoire, au cours d'une présentation des différents soutiens du mouvement au Collège de France le 18/04/2017.

Le mouvement est né aux États-Unis à la suite des projets de réduction des budgets de la recherche de l'administration de Donald Trump. Un premier appel en faveur d'une marche pour les sciences le 22/04, jour de la Terre, est lancé le 24/01/2017. Actuellement, des marches dans environ 500 villes réparties sur cinq continents sont attendues.

Selon les organisateurs en France, avec 22 villes recensées en France métropolitaine et en Outre-Mer au 18/04/2017, la France est le 2^e pays en nombre de marches dans le monde. Leurs revendications sont les suivantes :

- L'indépendance et la liberté des recherches scientifiques publiques.
- L'établissement d'un dialogue constructif et informé entre sciences et société.
- Le renforcement de la culture scientifique et la refonte de l'enseignement des sciences.
- L'utilisation de méthodes et connaissances scientifiques dans le processus de décision politique.

Des propositions internationales communes sont également à l'étude.

« Nous ne voulons pas être récupérés »

Les dirigeants de l'[UPMC](#), l'[Inserm](#), l'[Inra](#), [Inria](#), le [CEA](#) et le [CNRS](#) avaient appelé au soutien de la marche pour les sciences dans une déclaration commune le 20/02/2017.

« Avec les autres grands organismes, nous voulions rapidement nous manifester (...) Nous devons expliquer à nos concitoyens que la science est beaucoup plus fragile que l'on imagine. C'est un bien extrêmement précieux de notre civilisation et de la démocratie, il faut absolument la promouvoir, plus encore que la défendre », affirme notamment Alain Fuchs, P-DG du CNRS, également présent au Collège de France le 18/04/2017.

« Ce n'est pas parce qu'on nous soutient que nous soutenons en retour », indique Emmanuelle Perez Tisserant, selon laquelle aucun des organismes n'a cherché à récupérer le mouvement politique : « Nous définissons nos valeurs et nous nous y tenons. Les comités d'organisation sont citoyens, et il n'y a eu aucune récupération pour le moment au sein de ces comités (...) Nous essayons de faire attention, dans la dernière ligne droite, de garder notre message intact et que la marche soit ce à quoi nous voulons qu'elle ressemble. »

Comment l'ESR français s'investit dans la marche pour les sciences

1/1

Liste des intervenants lors de la présentation des soutiens au mouvement

Sont intervenus au Collège de France lors de la présentation des soutiens le 18/04/2017 :

- Alain Prochiantz, président du Collège de France
 - Alain Fuchs, président du CNRS
 - Michel Spiro, président de la société française de physique
 - Valérie Masson-Delmotte, membre du GIEC
 - Sylvie Bonnet, président de l'union de professeurs de chimie
 - Claire Nouvian, directrice de l'association Bloom,
 - Caroline Lejeune, déléguée générale France du Jour de la Terre
- Jean-Luc Dauvergne, AJSPI

Un objectif de soutien citoyen plus que politique

Selon Emmanuelle Perez Tisserant, « les démarches de soutien sont allées dans les deux sens. Concernant les associations et les sociétés savantes, c'est nous qui les avons sollicités. En revanche, des organismes scientifiques comme le CNRS sont venus d'eux-mêmes ».

« Nous ne cherchons pas à être soutenus par aucun des candidats [à la présidentielle] ou partis, car nous ne voulons pas être récupérés. Nous cherchons à créer un débat, une interpellation sur le soutien au dialogue entre sciences et société. Si les candidats se sentent interpellés par notre initiative, c'est bien, peut-être que l'objectif est en partie atteint, mais nous cherchons davantage à être écoutés par la société et que notre mobilisation permette aux citoyens de demander des comptes à leurs gouvernants sur ces sujets », indique-t-elle encore.

Des propositions communes attendues

Des propositions communes sont également attendues au terme de la marche. « Au niveau international, nous avons l'idée de contribuer à la protection des scientifiques et des données scientifiques à travers la création, par exemple, d'un organisme supranational (...) Un squelette de propositions devrait être prêt le 22/04/2017, mais l'ensemble des propositions n'est pas attendu avant quelques semaines, voire quelques mois », précise Emmanuelle Perez Tisserant, selon laquelle « la revalorisation du doctorat et l'amélioration de la place de la médiation scientifique » y figurent.

« Avec nos soutiens, nous allons réfléchir à des propositions au niveau français autour des quatre thématiques revendiquées durant la marche, mais ce serait dommage qu'il n'y ait pas de dialogue international sur ces questions-là, que ce soit pour le partage de solutions applicables nationalement ou l'élaboration de solutions supranationales », note Robin Vigouroux, doctorant en neurobiologie et membre du comité national d'organisation.

« En termes de temporalité, il est bien évidemment plus facile d'abord d'élaborer des choses au niveau français, mais nous allons créer les occasions pour en discuter au niveau européen et international », selon Robin Vigouroux.

« Nous sommes deux ou trois au sein du comité national à faire partie d'une initiative visant à formuler des propositions internationales découlant de toutes les marches. Nous sommes par exemple en contact avec la marche pour les sciences de Berlin, une autre en Espagne, ainsi que le groupe Euroscientist qui est en contact avec la plupart des marches européennes », détaille-t-il par ailleurs.

Genèse du mouvement

- 21/01/2017 : marche des femmes à Washington.
 - 24/01 : appel de la marche pour les sciences aux États-Unis.
 - 27/01 : premier appel pour une marche en France sur Twitter.
 - 15/02 : tribune publiée dans le Monde.
 - 20/02 : soutien de six dirigeants d'organismes de recherche (UPMC, CNRS, CEA, Inra, Inria, Inserm).
 - 18/04 : présentation des soutiens du mouvement.

Un mouvement mondial

« L'idée d'une marche pour les sciences s'inspire de la marche pour les femmes, qui a également eu lieu à Washington au moment de l'investiture de Donald Trump », retrace Emmanuelle Perez Tisserant.

« L'internationalisation du mouvement a été rapide et importante, car les scientifiques sont habitués à avoir des collègues à l'étranger, à aller à des congrès internationaux, à mener des projets conjoints avec différents laboratoires disséminés dans tous les pays... Et voir qu'un des leaders mondial de la science puisse faire marche arrière, notamment en écologie par cette volonté récente de vouloir sortir de l'accord de Paris, nous inquiète tous même en tant que citoyens ».

Mise en place d'un coordinateur des marches satellites

« Ils sont un peu dépassés par les événements car ils ne s'attendaient pas à un événement aussi populaire. Un coordinateur des marches satellites vient d'être mis en place, dont l'objectif est, entre autres, de contacter chaque marche dans le monde avant le 22/04/2017 », indique Robin Vigouroux.

« Une organisation 'bottom-up' »

« Le premier tweet que nous avons publié [le 27/01/2017] a été repris de manière très délocalisée. Des manifestations de soutien de différentes villes ont créé leur propre page Facebook, leur propre Twitter, et nous avons fédéré tout ça. C'est une organisation très 'bottom-up'.

Aujourd'hui, 22 marches sont recensées en France, mais nous recevons actuellement deux à trois demandes de création de marches par jour. Ce nombre augmentera donc peut-être d'ici le 22/04/2017 », détaille Emmanuelle Perez Tisserant.

Comment l'ESR français s'investit dans la marche pour les sciences

1/2

Les 22 marches pour les sciences en France au 18/04/2017 (1/2)

- Angers
 - Brest
 - Bordeaux
 - Civray
 - Clermont-Ferrand
 - Grenoble
 - Le Havre
 - Lille
 - Lyon
 - Marseille
 - Montpellier

Comment l'ESR français s'investit dans la marche pour les sciences

2/2

Les 22 marches pour les sciences en France au 18/04/2017 (2/2)

- Nancy
 - Nantes
 - Nice
 - Orléans
 - Paris
 - Rennes
 - Saint-Denis de La Réunion
 - Saint-Rémy de Provence
 - Strasbourg
 - Thonon
 - Toulouse

Une organisation s'appuyant sur des réseaux existant

« Il est certain que nous nous sommes appuyés sur notre expérience dans l'organisation d'événement et sur un certain nombre de réseaux constitués entre scientifiques (...) Nous avons demandé à quelques collègues de Sciences en marche de nous aider », affirme Olivier Berné, chargé de recherche au CNRS à l'institut de recherche en astrophysique et planétologie à Toulouse, également coorganisateur national de la marche pour les sciences en France.

« Mais nous nous sommes également appuyés sur nos réseaux personnels, des réseaux de physiciens et d'astrophysiciens, d'historiens et géographes, de sociologues... », ajoute Emmanuelle Perez Tisserant. En outre, « il y a eu beaucoup d'échanges entre les différents pays, ne serait-ce que pour se transmettre les logos ou les visuels... Nous avons échangé avec nos collègues anglais, belges, états-uniens... », affirme Olivier Berné.

Sciences en marche

Sciences en marche est une association créée en juin 2014 dont le but est de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux de l'ESR.

Olivier Berné, Patrick Lemaire et Guillaume Bossis, coorganisateurs nationaux de la marche pour les sciences, en font notamment partie.

Le comité national d'organisation de la marche pour les sciences en France

Membres du comité national d'organisation (1/3)

- Olivier Berné : astrophysicien, chargé de recherche au CNRS à l'institut de recherche en astrophysique et planétologie à Toulouse. Ses recherches portent sur la chimie du carbone dans l'espace et la formation et l'évolution des systèmes planétaires.
- Guillaume Bossis : biologiste, chargé de recherche au CNRS. Ses recherches concernent les mécanismes de résistance aux thérapies des cancers hématologiques.
- Laetitia Goffinet : chirurgienne plasticienne, spécialisée dans la réparation des séquelles de brûlures et des lésions étendues de la peau de l'enfant. Maître de conférence à la faculté de médecine de Nancy (Université de Lorraine), chercheuse intégrée Inserm sur la thématique du rôle des interactions gènes-environnement dans les anomalies congénitales.

Membres du comité national d'organisation (2/3)

- Margaux Calon : chargée de médiation scientifique au CNRS.
 - Aimée Duprat-Macabies : étudiante en dernière année de licence européenne de science politique au sein de l'Université catholique de Lille.
- Adrien Jeantet : physicien, doctorant au laboratoire Pierre Aigrain. Ses recherches portent sur l'utilisation de nanotechnologies pour les télécommunications quantiques.
- Patrick Lemaire : biologiste du développement et directeur de recherches au CNRS. Il cherche à comprendre comment les cellules se parlent pour coordonner leurs comportements au sein d'un embryon.
- Emmanuelle Perez Tisserant : historienne, maîtresse de conférences à l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès. Ses recherches portent sur les frontières et la construction nationale en Amérique du Nord au 19^e siècle, en particulier entre le Mexique et les États-Unis.

Membres du comité national d'organisation (3/3)

- Arnaud Saint-Martin : sociologue, chargé de recherche au CNRS. Ses recherches portent sur la place et l'organisation des sciences et techniques dans les sociétés contemporaines.
- Hugo Valls-Fox : écologue et biologiste de la conservation. Il s'intéresse aux liens entre comportement animal, dynamiques des paysages et activités humaines en particulier pour les grands herbivores africains sauvages et domestiques.
- Robin Vigouroux : neurobiologiste, doctorant dans le laboratoire d'Alain Chédotal. Ses recherches portent sur la compréhension du développement du système visuel et de sa régénération suite à des traumatismes ou des maladies dégénératives.
- Manon Corbin : professeure de SVT en lycée et doctorante en éthologie au CNRS de Strasbourg. Elle étudie le comportement animal et cherche à comprendre comment les groupes d'animaux prennent leurs décisions pour se déplacer collectivement.

« Le comité d'organisation est uniquement composé de citoyens, et aucun organisme en particulier n'y figure », affirme Emmanuelle Perez Tisserant. « Concernant les comités locaux, leur composition n'est pas encore fixée pour toutes les villes, cela est amené à bouger d'ici le 22/04/2017 », précise-t-elle.

Trois exemples d'impact sur la recherche mondiale d'une baisse de budget aux Etats-Unis

Selon Valérie Masson-Delmotte, chercheuse au CEA et co-présidente du groupe de travail n° 1 du GIEC, « les études sur le climat sont coordonnées au niveau international par le programme mondial de recherches sur le climat ». Elle donne plusieurs exemples pour illustrer l'impact, selon elle, d'une baisse du budget des Etats-Unis consacré à l'étude du climat, « qui aurait une conséquence directe sur la recherche mondiale » :

- « Dans le projet de budget de la Maison Blanche, les annulations des missions de la Nasa pour la surveillance de la terre, en particulier une portant sur l'observation de la couleur de la mer, essentielle pour étudier l'évolution des écosystèmes marins et leur réaction aux changements climatiques. Ces études sont à la fois importantes pour la pêche, mais également pour la protection du climat.
- Un projet de satellites portant sur l'observation des nuages et sur les mécanismes essentiels de rétroaction du climat. Toutes ces données d'observation de la Terre sont en accès public. Les chercheurs français, qui sont au meilleur niveau international sur ces aspects de rétroaction, dépendent directement de ces données.
- Enfin, le rôle des Etats-Unis dans les grandes bases de données mondiales pour évaluer les risques futurs d'évolution du climat est essentiel. Tous les groupes de modélisation partagent leurs données dans ces grandes bases de données communes. En France, le centre de recherche de la météorologie et le centre Pierre Simon Laplace utilisent ces données pour réaliser leurs modèles, qui

sont ensuite distribués à travers six grands centres dans le monde, dont trois se situent aux Etats-Unis. La fermeture d'un ou de deux centres là-bas risquerait de faire effondrer l'ensemble du système coordonné au niveau international de distribution de ces simulations sur le climat. »

Emmanuelle Perez Tisserant



Date de naissance : 15/10/1981

| Parcours | Depuis | Jusqu'à |
|---|----------------|---------------|
| Université de Toulouse 2 - Jean Jaurès
Maîtresse de conférences | Septembre 2016 | Au-jour'd'hui |
| Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Professeure agrégée | Septembre 2015 | Août 2016 |
| Université Rennes 2
ATER | Septembre 2014 | Août 2015 |
| École des hautes études en sciences sociales
ATER | Septembre 2013 | Août 2014 |
| University of California, Berkeley
Bourse Lucy (Programme Fulbright) | Août 2009 | Juin 2011 |
| Établissement & diplôme | Année(s) | |
| École des hautes études en sciences sociales
Doctorat en histoire | 2007 | 2014 |
| Ecole Normale Supérieure
Agrégée | 2006 | 2007 |

Fiche n° 22435, créée le 19/04/17 à 10:00 - MàJ le 19/04/17 à 10:13

Olivier Berné



| Parcours | Depuis | Jusqu'à |
|--|--------|-------------|
| Institut de recherche en astrophysique et planétologie (Toulouse)
Chargé de recherche CNRS | 2013 | Aujourd'hui |
| Institut de recherche en astrophysique et planétologie (Toulouse)
Post-doctorant, bourse Cnes | 2011 | 2012 |
| Leiden Observatory (Pays-Bas)
Post-doctorant | 2010 | 2011 |
| Centro de Astrobiología (Madrid)
Post-doctorant, bourse JAE | 2008 | 2009 |
| Établissement & diplôme | | Année(s) |
| Centre national d'études spatiales
Doctorat | 2005 | 2008 |

Fiche n° 22438, créée le 19/04/17 à 10:15 - MàJ le 19/04/17 à 10:22

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »